

ENTRETIEN : GÉRALD PAPY

« Enfin un Parlement qui reflète les grandes tendances idéologiques »

La cohérence du projet, analyse Sylvain Kahn, a servi les trois familles qui ont progressé aux européennes, les libéraux, les écologistes et les nationalistes. Pour le géographe, la plus grande cohésion des droites extrêmes éclaircit le débat démocratique.

Les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates affaiblis, les libéraux, les nationalistes et les écologistes renforcés : le Parlement européen issu du scrutin du 26 mai rompt avec la domination de la droite et de la gauche traditionnelles. Le géographe Sylvain Kahn, professeur à Sciences po Paris et coauteur, avec Jacques Lévy, de l'essai *Le Pays des Européens* (Odile Jacob, 228 p.) décortique les leçons des élections européennes.

Quel enseignement principal tirez-vous du scrutin ?

On a enfin un Parlement qui est vraiment l'émanation de la population européenne. La société politique reflète de façon équilibrée et dans sa diversité les fortes tendances idéologiques, sociales et politiques de ce pays qu'est l'Europe. Il n'est pas question de fragmentation. Le Parlement comptera un ou deux groupes de moins que les huit qui existaient lors de la législature précédente. L'écart entre les « grands » et les « petits » groupes sera réduit. Les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates ne pourront plus se contenter de s'accorder seulement à eux deux. Comme le Parlement fonctionne sur des majorités de projets et d'idées, cela tombe bien.

Cette redistribution peut-elle revivifier le débat démocratique européen ?

Oui parce que les compromis noués seront réellement

et toujours à géométrie variable. Ils montreront que les lignes de partage du clivage idéologique sont mouvantes en fonction des dossiers et de registres de l'action publique. C'est très important.

Cette évolution marque-t-elle un tournant pour le Parlement européen ?

La polarisation de l'élection ne s'est pas faite autour du clivage principal des décennies précédentes entre pro et antieuropéens. Les trois familles politiques qui ont le plus bénéficié du regain de participation sont celles qui ont été les plus cohérentes dans leur vision de l'Europe : les droites radicales et extrêmes converties au nationalisme européen ; les libéraux regroupés au sein de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (Alde) et les Verts, ces deux dernières familles prônant une Europe supranationale, cosmopolite, à rebours du nationalisme européen. Entre ces tendances figurent les deux grandes coalitions de droite et de gauche classiques. Depuis le début des années 1950, elles ont joué des divisions en leur sein entre européistes et souverainistes. Manifestement, ces attitudes ambiguës ou confuses n'ont plus la cote. Le Parti populaire européen, en perdant quelque 40 sièges, se prend une raclée à laquelle personne ne s'attendait. C'est un échec historique. L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) subit, elle, la suite logique des échecs enregistrés depuis quelques →

→ années même dans les pays où les sociaux-démocrates étaient puissants. Ils ont cependant limité les dégâts grâce aux scores enregistrés en Italie et en Espagne. Mais, en définitive, l'affaiblissement du PPE et des S&D est concomitant à leur absence de clarté sur la politique européenne.

Vous évoquez une « orbanisation » des droites extrêmes et radicales en référence à l'action du dirigeant hongrois Viktor Orban. Qu'entendez-vous par là ?

L'idée d'un nationalisme européen a émergé et c'est une mutation très importante. Ce nationalisme n'affirme plus que « ma nation est supérieure à celle des autres, pour la dominer, l'envahir ou l'anéantir ». Il est fondé sur le différentialisme qui consiste à dire que « toutes les nations européennes se valent et doivent faire converger leur nationalisme dans l'exclusion d'un autre qui n'est pas européen, l'Asiatique, l'Africain, l'Arabe, le musulman, le Noir... » Ce type de discours essentialise toutes les personnes issues d'autres sphères culturelles que l'aire européenne ou qui ont une confession autre que la religion chrétienne. Cette identité figée est pour partie imaginaire. Le christianisme, bien sûr, est un héritage européen. Mais on ne peut plus définir aujourd'hui les Européens par le fait qu'ils sont chrétiens. Cela n'a pas beaucoup de sens. Être chrétien est désormais une option parmi d'autres dans une Europe qui est sans doute l'espace social et culturel le plus laïque au monde. L'« orbanisation » consiste à faire converger les luttes des différentes nations dans un grand nationalisme

européen pour opposer l'Europe à des menaces supposément mues de l'extérieur. Deuxième dimension : l'« orbanisation » ne clame plus « L'Europe, tu l'aimes ou tu la quittes » mais dit « L'Europe, tu ne l'aimes pas. Mais tu l'utilises, de l'intérieur, au profit de ton dessein politique. » Parce que même pour un projet xénophobe, dérogeant aux libertés et à l'indépendance de la justice, les nationalistes estiment être plus forts unis qu'isolés. Viktor Orban a commencé à théoriser cette idée, à l'été 2014, en vantant la démocratie illibérale. Le Brexit a aidé à l'« orbanisation » des droites radicales et extrêmes dans toute l'Europe. Il n'y a quasiment plus de mouvements de cette tendance qui inscrivent dans son programme la sortie de l'Union et même de l'euro.

Le Brexit a-t-il été un repoussoir pour ces partis ?

Absolument. Il l'a été d'abord parce que les Britanniques ont de très grandes difficultés, qui ne tiennent qu'à eux-mêmes, à rendre ce Brexit effectif. Ce ne sont pas les Européens qui retiennent les Britanniques de partir, ce qui est déjà en soi un signe très intéressant. Ensuite, le Brexit a montré à tout le monde, y compris aux nationalistes, à quel point les Européens sont interdépendants les uns des autres. Cependant, l'élément déterminant dans l'évolution idéologique de la famille nationaliste en matière d'europhobie a été la crise de l'euro. Elle a compris que pour accéder au pouvoir, il ne fallait plus promettre la sortie de l'euro. Le Mouvement 5 étoiles, le Rassemblement national et l'Alternative pour l'Allemagne →

→ ont tous fait ce diagnostic. Ils ont compris que s'ils y touchaient, ils allaient effrayer certains de leurs électeurs. Quel que soit le pays, même en Grèce, l'adhésion à l'euro est très forte aujourd'hui. C'est une transformation majeure de l'antieuropéisme. Dès lors, le clivage a de plus en plus tendance à se situer entre les tenants du pluralisme et de l'Etat de droit et ceux qui n'y voient que des valeurs relatives.

Devant le poids des droites extrêmes et populistes au Parlement européen, ne sous-estimons-nous pas leur menace en se satisfaisant qu'elles soient divisées ?

Je fais partie de ceux qui tendent à surdéterminer les convergences plutôt que les divisions. Que la famille politique d'extrême droite et de la droite populiste s'organise depuis quelques années en sous-familles n'est pas un signe de fragmentation, c'est un indice de sa structuration. Le groupe S&D a suivi la même démarche : une alliance de socialistes qui a décidé d'accueillir en son sein les démocrates de gauche, essentiellement les Italiens du Parti démocrate. Le grand projet de Matteo Salvini, qui a réuni à Milan douze partis des droites radicales et extrêmes pour ériger une Alliance européenne des peuples et des nations (AEPN), s'inscrit dans cette évolution. Traditionnellement, cette mouvance était sous-représentée au Parlement européen parce que beaucoup de ses élus étaient membres des non-inscrits. Ce ne sera plus le cas.

La représentation du futur Parlement est donc pour vous bénéfique pour la démocratie ?

Elle permet en tout cas de mieux identifier, dans ce cadre politique européen, ceux pour qui la démocratie est importante et ceux, encore minoritaires, pour lesquels son importance est devenue relative. Cela signifie aussi que les premiers vont devoir, au Parlement européen, le prouver, se réveiller et se battre. Les droites radicales et extrêmes passent tout de même de 15 % des sièges à quelque 23 %. La dynamique est réelle. Elle est réelle mais elle est résistible. Le résultat des

élections européennes est donc à la fois inquiétant pour la démocratie et l'Etat de droit, et à la fois une source d'éclaircissement du débat. Les citoyens vont pouvoir davantage choisir en connaissance de cause. La progression des droites radicales et extrêmes europhobes, des libéraux, et des Verts lors du scrutin du 26 mai accreditte cette évolution. Paradoxalement, le pays où elle été le plus visible est le Royaume-Uni : le Parti du Brexit a fait un score extraordinaire ; les libéraux-démocrates et les Verts ont augmenté leur score de manière inimaginable ; tandis que les travaillistes et les conservateurs se sont plantés parce qu'ils n'avaient pas une politique claire à l'égard de l'Europe et du retrait de l'Union. Le Brexit est encore une fois et aura été jusqu'au bout depuis trois ans un miroir de la société européenne. ▀

Les trublions de l'Union

Ces populistes partagent les mêmes programmes eurosceptiques et antimigrants. Ils ont confirmé leur rôle à la faveur du scrutin du 26 mai.

BELGIQUE



TOM VAN GRIEKEN

Son parti, le Vlaams Belang, triple son nombre d'eurodéputés, emporte 3 des 21 sièges dévolus à la Belgique et devient le deuxième parti belge aux élections européennes, derrière les nationalistes de la N-VA.

ROYAUME-UNI



NIGEL FARAGE

Revivifié par les atermoiements de la classe politique britannique sur les modalités du retrait après le référendum victorieux de 2016, il a créé le Parti du Brexit sur les décombres du Ukip (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni) et a remporté haut la main (31 %) une élection aussi emblématique que futile.

FRANCE



MARINE LE PEN

Elle avait propulsé le Front national / Rassemblement bleu Marine comme première formation politique de France lors des européennes de 2014. Marine Le Pen réédite la performance en 2019. Son parti rebaptisé Rassemblement national ne défend plus une sortie de l'euro, mais il capitalise sur la rhétorique antimigrants et antiélite.

SUÈDE



JIMMIE ÅKESSON

Nationaliste bon teint au discours antimigrants, il défend le Swexit. Son parti, les Démocrates suédois, se maintient avec 15 % des voix à la troisième place sur l'échiquier politique.

ALLEMAGNE



JÖRG MEUTHEN

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), personnifiée par un de ses deux porte-parole, a atténué son credo anti-euro. Forte de 11 députés, elle pèsera un peu plus au Parlement européen où 7 de ses représentants avaient été élus en 2014.

POLOGNE



JAROSŁAW KACZYŃSKI

A la tête du Parti Droit et Justice (PiS), le parti au pouvoir, il est le vrai leader du pays. Menacé de sanctions, le gouvernement polonais a dû reculer sur sa réforme de la justice, considérée par l'Union européenne comme une remise en question de l'Etat de droit. Cela ne l'a pas empêché de remporter les élections européennes avec 43 % des voix.

AUTRICHE



NORBERT HOFER

Successeur à la tête du FPÖ de Heinz-Christian Strache, forcé à la démission à la suite de l'Ibizagate, le candidat défait à l'élection présidentielle de 2016 n'aura pas la tâche facile pour restaurer la crédibilité du parti. Même s'il a limité les dégâts lors des européennes.

ITALIE



MATTEO SALVINI

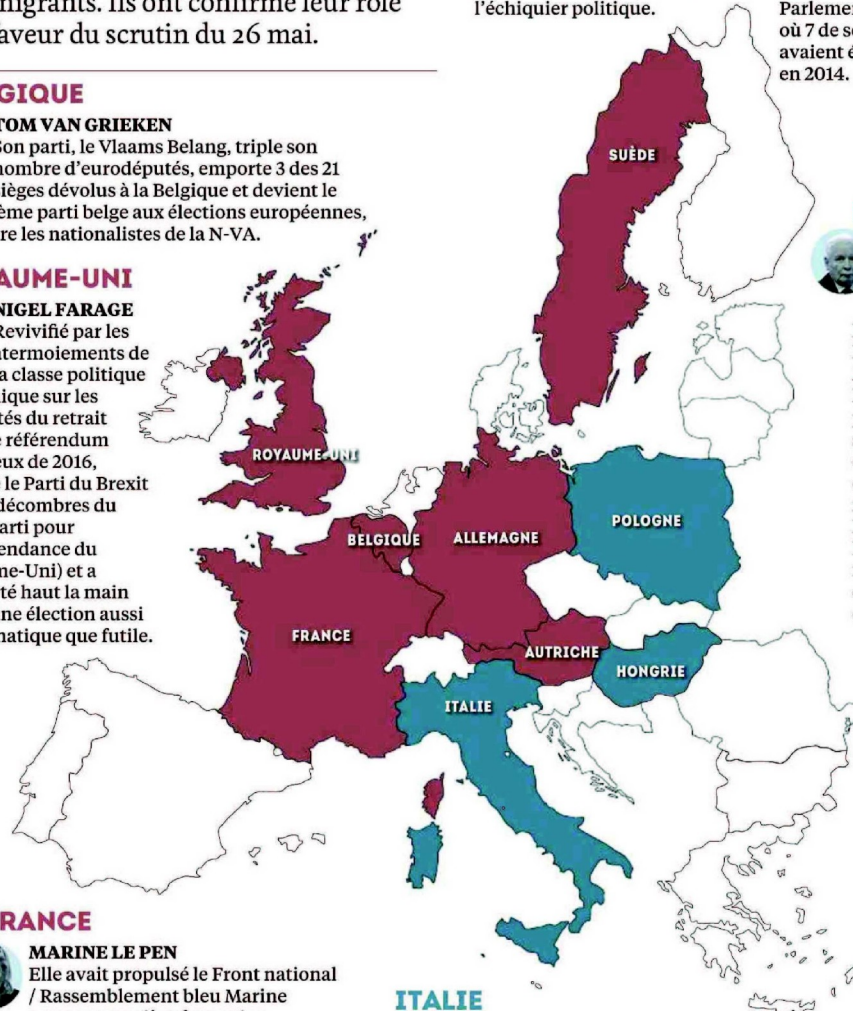
Le ministre de l'Intérieur et vice-président du gouvernement italien cherche à fédérer les droites extrêmes et populistes d'Europe. Le résultat des européennes confirme l'inversion du rapport de force qui avait été établi avec son partenaire de gouvernement, le Mouvement 5 étoiles, à l'issue des législatives du 4 mars 2018.

HONGRIE



VIKTOR ORBÁN

Premier ministre depuis 2010, il forge une démocratie « illibérale » à rebours des valeurs défendues par l'Union européenne. Son Fidesz a été suspendu du Parti populaire européen (PPE), l'alliance des démocrates-chrétiens au Parlement européen, pour ses atteintes à l'Etat de droit. Mais son poids électoral confirmé par le scrutin en fait un partenaire dont il est difficile de se séparer.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2019

